

MOUVEMENTS SOCIAUX ET COMPLEXE DÉVELOPPEUR INTERNATIONAL :

ARRANGEMENTS DISCURSIFS

ET ENJEUX STRATÉGIQUES

NÉGOCIÉS. LE CAS DE

L'« EMPODERAMIENTO » AU SEIN

DU MOUVEMENT ÉLARGI DES

FEMMES AU NICARAGUA

Anaïs PONCELET

Faculté des sciences sociales – Master en sciences
de la population et du développement – ULg



Pendant de nombreuses années, le nom de Daniel Ortega a résonné dans les mémoires comme celui de l'instigateur d'une des révolutions les plus connues au monde, la Révolution sandiniste, qui a secoué le Nicaragua durant les années 1970. À cette époque, il n'était pas rare de voir des jeunes Européens partir « faire la Révolution » et soutenir les Sandinistes dans la guerre contre les Contras, les contre-révolutionnaires armés par les forces américaines. À l'heure actuelle et depuis 2007, l'ancien révolutionnaire est à nouveau au pouvoir, avec comme slogan officiel les mêmes idéaux de socialisme et d'égalité.

Cependant, et le mouvement élargi des femmes du Nicaragua l'a bien compris, tout

n'est qu'apparence. En s'alliant avec d'autres mouvements sociaux et d'autres acteurs de la société civile, le mouvement s'organise et adapte ses luttes en fonction de l'adoption de mesures toujours plus conservatrices de la part du gouvernement. Il peut en partie compter sur les fonds de la coopération internationale pour mettre en place des actions ponctuelles, mais aussi et surtout pour tenter de faire changer les mentalités et dénoncer les valeurs patriarcales sur lesquelles repose une société dans son ensemble.

Au pouvoir depuis quasiment 10 ans, le président Daniel Ortega a pu s'entourer des « bonnes » personnes pour amorcer des changements dans la Constitution. De fait, en 2014, la Constitution permettait au président d'être réélu de manière illimitée, et par conséquent de consolider son pouvoir et ses sphères d'influence. Cela lui a permis, le 6 novembre 2016, d'être réélu pour un quatrième mandat consécutif. Quel lien avec le mouvement féministe ? En réalité, une caractéristique importante du gouvernement est l'alliance tacite mise en place avec l'Église. Bien que le pays soit officiellement laïque, les autorités agissent de connivence avec le pouvoir catholique, qui participe à la rédaction des lois et qui peut ainsi s'immiscer dans les sphères les plus privées de la vie des citoyens nicaraguayens.

C'est dans cette atmosphère d'autoritarisme ambiant et de mesures toujours plus conservatrices que le mouvement des femmes du Nicaragua tente de sensibiliser la population et de défendre les droits des femmes qui sont chaque jour entravés. Le cas du Nicaragua peut être mis en avant car il représente un exemple concret, qui souligne l'importance des mouvements sociaux dans la défense des droits citoyens, et leurs ressources inépuisables face à un gouvernement hostile, une religion conservatrice, et des bailleurs de fonds extrêmement exigeants.

L'interdiction de l'avortement thérapeutique, en 2006, a représenté le coup de grâce pour les féministes nicaraguayennes, qui ont vu dans cette nouvelle loi le déni total des droits des femmes. Cependant, leur combat ancestral pour l'évolution vers une société plus égalitaire envers tous ses individus perdure. Cette lutte, bien qu'elle ne s'amenuise pas, s'inscrit dans un cadre de relations complexes avec les organisations et institutions qui s'occupent de la coopération internationale, comme par exemple l'ONU, les grandes ONGs ou encore la Banque Mondiale et le FMI.

Ces relations sont complexes car la nature organisationnelle et idéologique de ces institutions s'oppose fréquemment aux revendications des féministes nicaraguayennes et à leur manière de fonctionner. Le discours des institutions internationales relatif aux femmes a, en fait, peu évolué au fil de l'histoire. Évidemment, si l'on s'en tient aux discours officiels et aux textes sans valeur contraignante de ces institutions, ces dernières adoptent des positions progressistes et n'hésitent pas à questionner les sociétés pour des transformations sociales globales en faveur de l'émancipation des femmes. Les mots utilisés jouent un rôle crucial, car ils peuvent donner une impression de nouveauté, d'évolution. Ces mots, qui sont pour la plupart des *buzzwords*, des mots à la mode, ont pour particularité d'être des notions politiquement correctes, qui s'apparentent à une diversité de stratégies, parfois contradictoires.

C'est le cas de l'*empowerment*, qui est fréquemment utilisé par les acteurs internationaux pour se référer à l'émancipation des femmes et à une meilleure égalité des genres. Les projets financés dans cette perspective s'inscrivent dans un cadre d'action assez restreint. Tout d'abord, les grandes institutions internationales favorisent l'aspect individualiste de l'*empowerment*. L'accent est mis sur l'aspect individuel du changement, où l'autonomie et l'indépendance financière des femmes sont synonymes d'*empowerment*. Cette tendance est également visible dans le type d'activités que les bailleurs financent. La majorité de ces activités fait avant tout référence à des services d'accompagnement psycho-juridique pour les femmes. Les dimensions collectives, comme par exemple les groupes de parole et les manifestations, sont rarement recommandées par les bailleurs.

Ensuite, alors que le féminisme international se vante d'avoir évolué et de ne plus considérer les femmes comme un ensemble homogène, mais bien comme des individus vivant des situations de subordination singulièrement différentes, les projets et programmes d'*empowerment* sont, en réalité, d'une tout autre nature. De fait, depuis plusieurs années, le complexe développeur international insiste sur « l'efficacité de l'aide », principe qui vise à harmoniser les financements et les efforts des donateurs, et qui a donc recours à des indicateurs préétablis pour mesurer et évaluer l'aide. L'approche *empowerment* n'a évidemment pas échappé à cette « nouvelle » vision des choses. Cela se manifeste, par exemple, par la standardisation des projets d'émancipation des femmes. Ces projets sont rare-

ment adaptés aux situations vécues par les femmes dans des contextes particuliers. De fait, l'éventuelle émancipation des femmes et les moyens pour y parvenir sont évidemment différents d'un pays à l'autre, voire même d'une communauté à une autre. Lorsque de tels projets et indicateurs sont ainsi imposés, il reste peu de place pour la participation ou même l'écoute des bénéficiaires - et de manière générale des mouvements de femmes - dans la définition des priorités et des besoins.

Comme expliqué précédemment, le mouvement des femmes du Nicaragua doit faire face à une Église toujours plus présente et à un gouvernement autoritaire. Il peut donc rarement compter sur des financements publics pour mettre en place des activités visant à renverser les rapports de pouvoir, étant donné que les personnes dirigeantes et les autorités religieuses désirent maintenir leur *statu quo*. Par contre, il peut partiellement compter sur le complexe développeur international pour avoir accès à des fonds et pour maintenir ses actions.

Ainsi, il faudrait donc s'attendre à ce que le mouvement féministe, qui est dépendant des fonds internationaux, soit tout à fait dépolitisé et évolue dans le même axe que le discours de la coopération internationale. De fait, lorsqu'on analyse le discours officiel du mouvement féministe, il s'apparente tout à fait à la vision libérale de l'*empowerment* des grandes institutions. Néanmoins, en rentrant dans une analyse qui examine plus profondément les logiques d'action des organisations de femmes, il est possible d'affirmer qu'elles créent bien leurs propres marges de manœuvre faisant appel à une autre vision de l'*empowerment*, c'est-à-dire celle des origines, et c'est aussi sur cette double signification du *buzzword* que les institutions internationales jouent. À l'origine, et comme il est actuellement appliqué par le mouvement des femmes du Nicaragua, l'*empowerment* est un procédé et une fin en soi qui vise à ce que les individus aient du pouvoir - dans ce cas-ci, les femmes - afin que celles-ci aient une liberté de choix dans leur vie privée, mais dans l'espace

public également. Il n'est pas seulement question d'avoir des opportunités pour y parvenir, mais bien de questionner la société dans son ensemble pour comprendre les mécanismes de subordination des femmes et leurs causes. À partir de leurs propres expériences, les femmes définissent leurs besoins, problèmes, et pistes d'actions pour aboutir à une société plus juste. Tandis que les institutions internationales, dans la plupart des cas, manipulent en quelque sorte le contenu flou du mot *empowerment* en l'associant à des stratégies superficielles, le mouvement des femmes parvient à garder le cap de la revendication et des analyses structurelles et radicales de leur subordination. Les féministes nicaraguayennes utilisent donc un double discours. D'un côté, elles se calquent sur la vision libérale voulue par le complexe développeur international afin d'avoir accès aux fonds qui leur permettent de faire perdurer leur action. Pour ce faire, elles insistent sur l'autonomie financière des femmes et sur les aspects individualistes comme l'accompagnement juridique. D'un autre côté, elles intègrent une dimension revendicatrice et radicale à leurs actions pour tenter de renverser les rapports sociaux de sexe.

Le cas du Nicaragua n'est pas un cas isolé : partout dans le monde, des gouvernements tentent de mettre en péril des droits pris pour acquis depuis des années et étant gages de modernité et de progressisme. De leur côté, les mouvements sociaux, et plus en particulier les mouvements de femmes, s'organisent face à des États religieux et des institutions internationales toujours plus néolibérales. Il est donc important de valoriser ces mouvements sociaux, car ils ont la capacité de se mobiliser pour dénoncer et faire reconnaître les droits de tous les citoyens. Les mobilisations féministes ayant eu lieu en Pologne en octobre 2016 sont un espoir dans cet avenir pessimiste : elles ont pu, du moins temporairement, empêcher un nouveau projet de loi interdisant l'avortement (déjà très limité dans le pays). En Europe et de manière plus globale, des gouvernements conservateurs opèrent des retours en arrière en matière de droits des femmes... ■

